

Jean-Charles HOURCADE rappelle ensuite que le choix du développement durable fut fait par les américains, dans les années cinquante, pour proposer autre chose face au modèle communiste. La critique du capitalisme était aussi une critique de la croissance à tout prix. Sont venus après s'ajouter les questions environnementales.

Il rappelle les grandes étapes de l'émergence des questions d'environnement .

1970 : discours de NIXON sur l'Etat de l'Union

1971 : rapport du Club de Rome

1972 : Stockholm, création du PNUE (UNEP)

1972 : début de l'affaire ozone

1973 : choc pétrolier

1979-1980 : deuxième choc pétrolier

1983-1987 : commande et publication du rapport Brundtland

1985 : découverte du « trou d'ozone »

1986 : Tchernobyl

1992 : Conférence de Rio, Agenda 21

1997 : Protocole de Kyoto

2001 : les Etats - Unis dénoncent Kyoto

2003 : Sommet de Johannesburg

2004 : Ratification de la Russie : Kyoto entre en vigueur.

Le développement durable, c'est prendre conscience des effets à long terme, et parfois pervers, de nos choix d'aujourd'hui. Il renvoie à notre liberté : dans quel monde voulons-nous vivre ?

Emile H. MALET veut revenir aux fondamentaux.

C'est la Loi qui fonde le peuple juif.

Pour bâtir une maison, il faut une fondation et des pierres.

On peut interpréter le développement durable à travers cela.

Les pierres sont les biens (l'eau, la santé, l'énergie...) souvent en excès dans les pays riches et les maux (la famine, la pauvreté, la dictature...). Le développement durable n'échappe pas à la loi. C'est une loi morale : il faut revenir à la responsabilité, à la notion d'intérêt général. Il faut donner à la modernité de la gravité. Les responsables politiques sont déresponsabilisés. Les écologistes sont les professionnels de la compassion.

Emile H. MALET ne veut pas choisir entre Davos et Porto Alegre.

Le capitalisme doit rester capitalisme : un capitalisme de risque, financier, asocial... Le travail doit rester une valeur.

Les Etats doivent prendre leurs responsabilités.

Le Forum social mondial de Porto Alegre a été institué au nom des paysans du Sud. Or, on exploite leur souffrance sans débouchés politiques. C'est la politique de l'émotion.

Pour définir la loi et bâtir les fondations, il ne faut pas refuser le débat théologique. Le terrorisme islamique devrait nous encourager à établir un dialogue des monothéismes sur une base de démocratie.

Il faut nous servir du développement durable pour le progrès et contre l'idéologie du progrès. Il doit servir de passeur entre l'idéologie du capitalisme asocial et l'idéologie de la compassion.



PRESIDENTE : Michelle BARROT
DELEGUE GENERAL : Wladimir NAROZNIAK
TRESORIERE : Monique TAVIGNOT
CHARGE DE MISSION : Laurence MATHE-DUMAINE

ASSOCIATION ETHIQUE ET INVESTISSEMENT

93 Rue de Sèvres, 75006 PARIS

01 45 49 84 41

ethinvest@tiscali.fr

www.ethinvest.asso.fr



La lettre

de l'Association Ethique et Investissement

Avril 2005
numéro

13

édito

En choisissant ce thème « Donner du sens au développement durable », nous avons vu comment ce concept est devenu le leitmotiv de tous ceux qui s'occupent de l'avenir de la planète.

Ethique & Investissement, par son histoire, peut se permettre d'avoir une vraie réflexion et de poser ses interrogations aux acteurs et décideurs économiques et financiers. Oser aborder les problèmes éthiques très concrètement, voilà le meilleur moyen de les cerner. Nous pouvons affirmer que l'ensemble des adhérents d'E&I constitue une force d'influence pour, avec d'autres, « être au service de la personne humaine dans l'économie et son action sur le monde à partir d'une approche chrétienne ouverte et fondée » (article 2 des statuts).

Participer au développement durable, c'est chercher comment à partir de la réalité, et pour nous des réalités économiques et financières, nous pouvons intervenir sur les politiques et les pratiques des entreprises. Nous ne pouvons prétendre juger de manière absolue et irrévocable des valeurs de tel ou tel groupe. Notre appréciation ne va pas dans le sens de l'exclusion, mais elle permet, lors des échanges, d'influer et d'aider à prendre conscience qu'un progrès de l'éthique dans une entreprise ne peut qu'assurer son avenir, sa croissance et, en même temps, participer avec d'autres au développement durable.

La spécificité d'E&I est de tenir en éveil les uns et les autres sur ces questions difficiles du lien entre Ethique et Finance. Nous sommes invités à chercher comment déplacer le modèle économique dominant vers l'humain et le social, de la quantité des objets à la qualité des rapports humains. Cette rencontre du 1^{er} février 2005 a pour but de signifier notre volonté de chercher dans ce sens et, à notre mesure, d'y apporter quelques réponses.

Date importante
à retenir :

■ 7 Juin 2005:

Journée d'étude
Le secteur
pharmaceutique

et Assemblée Générale
de l'Association

Maison Nicolas BARRE
83 rue de Sèvres, 6^e.

Pour le Conseil d'Administration
La Présidente : Michelle BARROT

M. Barrot

Donner du sens au développement durable – 1^{er} février 2005

Interventions : d' Elena LASIDA – économiste

de Abdallah ZNIBER – président de l'ONG IDD

de Christian COUTIN – directeur du développement durable du groupe SEB

1/ Elena LASIDA, Docteur en Sciences Economiques et Sociales (FASSE – ICP)

Maître de conférence à la FASSE, chargée de mission à la Commission épiscopale Justice et Paix : responsable du chantier Développement qui travaille en ce moment sur le Développement durable.

Elena LASIDA explique qu'elle a fait partie d'un groupe de travail, pendant un an, au sein de la commission Justice et Paix de la Conférence des Evêques de France, qui a réfléchi sur le thème suivant : « Comment en tant que chrétien se situer par rapport au développement durable ? » La réflexion a été très riche au sein de ce groupe et un document va bientôt être publié sur ce thème. Les membres du groupe se sont interrogés sur ce que le concept de développement durable apportait de nouveau à la question du développement. Ils ont trouvé que cette perspective permettait une articulation nouvelle entre des choses qui semblaient opposées.

Elena LASIDA détaille six de ces articulations :

- le naturel et l'humain / social

La préoccupation pour l'environnement a été trop focalisée sur la nature, l'homme passant au deuxième plan. Il faut opérer un recentrage en donnant la priorité à l'humain.

- l'économique et le politique

La dimension politique n'apparaît pas suffisamment dans la définition du développement durable (définition du rapport BRUNDTLAND, trois dimensions : économique, sociale, environnementale, 1987). Or, la question du vivre ensemble est politique ainsi que la gestion des ressources naturelles. Les politiques doivent donner le sens.

Au niveau éthique,

- la responsabilité individuelle et la responsabilité collective

Dans les choix individuels la dimension collective est prise en compte car chacun reçoit de la collectivité. Dans une réflexion sur le développement durable, les choix d'aujourd'hui sont faits pour les générations futures qui ne pourront pas rendre quelque chose en contrepartie de ce qu'elles ont reçu.

- la limite et la liberté

Nous avons tendance à associer limite et contrainte. Nous allons vivre moins bien pour pouvoir vivre plus longtemps. C'est une approche négative. La limite ouvre la possibilité de vivre de façon nouvelle mais pas nécessairement moins bien. On peut même vivre mieux en consommant autrement.

Au niveau théologique,

- l'alliance

Redéfinir ces articulations permet de penser autrement l'idée d'alliance : l'alliance de Dieu et de l'Homme, l'alliance entre les hommes, l'alliance entre l'Homme et la nature. L'alliance est une relation qui évolue en permanence pas un contrat figé. L'idée d'une alliance entre l'Homme et la nature permet de sortir de la dualité instrumentalisation ou sacralisation de la nature.

- la promesse

Le futur est souvent perçu comme une menace. Grâce à la notion de promesse, l'avenir peut être associé à un mode de vie différent dans lequel on produira et on consommera différemment.

En conclusion, Elena LASIDA insiste sur la dynamique de l'articulation qui permet de sortir de la tension et de trouver de nouvelles solutions.

2/ Abdallah ZNIBER, Président de l'ONG IDD (Immigration Développement Démocratie)

Abdallah ZNIBER est marocain et réside en France. Il va essayer de montrer le rôle de l'immigration dans le développement durable. L'immigration est souvent perçue comme un problème. Or, elle a un effet positif car elle permet des échanges sur le plan social, culturel et économique. Les flux financiers sont les plus connus ; certains pays, tels le Mali ou le Maroc, ont comme première ressource financière l'argent envoyé par les émigrés à leur famille.

L'ONG IDD soutient des micro-projets, proches des villageois, qui apportent quelque chose qui n'est pas quantifiable. Adopter une démarche de développement durable, c'est penser que l'on peut faire des choses nouvelles et ne pas se limiter aux solutions toutes faites. C'est aussi favoriser l'implication individuelle et collective. L'ONG IDD ne prétend pas ne pas faire d'erreurs mais elle s'interroge constamment sur ses pratiques. A chaque action (envoi de médicaments, création de bibliothèques de proximité...), elle se demande quels sont les effets de cet apport. L'association a élaboré une charte de principes : elle entend favoriser l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, la formation d'acteurs locaux et, de façon systématique, faire l'inventaire des potentialités locales avant d'apporter quoi que ce soit. L'Association a permis la création d'espaces culturels qui ont été construits avec des artisans locaux et ainsi ont contribué à créer du sens entre les gens et sont devenus des lieux de vie, de

rencontres et d'échanges, bien intégrés dans leur environnement.

L'ONG IDD essaie de mettre en œuvre le principe : agir localement, penser globalement.

3/ Christian COUTIN, Directeur du développement durable, groupe SEB

Christian COUTIN commence par se présenter : il a 57 ans et a travaillé 16 ans hors de France (Egypte, Koweït, Chine, Brésil, Angleterre). Il a décidé de rejoindre le groupe SEB car il se sentait proche de ses valeurs. SEB est une entreprise qui existe depuis 1857. Le groupe a grandi par croissance externe et est implanté dans 120 pays. 80% du chiffre d'affaires se fait dans dix pays. Le groupe emploie 14690 salariés dans 45 pays.

Christian COUTIN présente le contexte dans lequel son groupe travaille : l'euro est élevé, les matières premières diminuent, les salaires sont différents dans chaque pays, le hard-discount gagne du terrain, la réglementation (notamment en matière de déchets) évolue...

La politique de développement durable se déploie dans quatre dimensions :

1/ les valeurs du groupe :

le développement international contraint le groupe SEB à revoir son référentiel de valeurs. Le défi est d'élaborer des principes qui puissent être compris de tous.

2/ la dimension sociale en interne et en externe (responsabilité sociétale)

Le développement international a des effets industriels. Le groupe SEB a toujours fait le choix de maintenir une grande partie de la production en France. Il y a des problèmes spécifiques à notre pays. Par exemple, les salariés vieillissent : il faut continuer à les motiver et améliorer les conditions de travail pour préserver leur santé.

3/ l'environnement

Le groupe SEB produit des produits de grande consommation. C'est donc un producteur de déchets. Il développe donc l'éco-conception afin de réfléchir dès l'amont, éviter les matières dangereuses, réduire les emballages et la consommation d'énergie.

4/ la dimension économique

Il s'agit de créer de la valeur pour les actionnaires et les salariés.

La performance s'évalue à court terme alors que le développement durable repose sur une politique à long terme. Le défi consiste donc à transformer la notion de coût en notion d'investissement. L'entreprise se sent parfois schizophrène entre le court et le long terme. Son rôle est économique mais elle doit gérer quatre forces extérieures que

sont les actionnaires, les salariés, la société civile et les consommateurs.

A la suite de ces trois interventions, le public est invité à travailler en atelier autour de trois questions :

Quel sens donnez-vous au développement durable ?

Quelles propositions faites-vous ?

Quelles questions avez-vous pour le débat de l'après-midi ?

Table ronde de l'après-midi

- Michel DRANCOURT, économiste, collaborateur du journal *La Croix*
- Jean-Charles HOURCADE, directeur du CIRED (Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement), directeur de recherche au CNRS
- Emile H. MALET, directeur de la revue PASSAGES, Délégué Général du Forum Mondial du Développement Durable, animée par Teddy FOLLENFANT, journaliste, RCF (Radios Chrétiennes en France).

Teddy FOLLENFANT introduit. Pour lui, le concept de développement durable pose la question d'une nouvelle façon de vivre ensemble. La question fondamentale est : quel modèle de développement souhaitons-nous ? Il recommande le livre de Nicolas HULOT, Le syndrome du Titanic, Calmann - Levy, 2004.

Michel DRANCOURT intervient ensuite. Il rappelle que dans les pays industrialisés, nous pouvons penser au développement durable mais que dans beaucoup de pays, on pense d'abord au développement. Il trouve que la traduction française appauvrit la notion de « sustainable development » qui signifie le développement soutenable, celui que la planète peut supporter.

Actuellement, nous devons faire face à un double défi : d'une part l'augmentation des prix des matières premières et, d'autre part, le fait que des beaucoup de personnes aspirent à notre niveau de développement et offrent une qualité de travail comparable à la nôtre. La plupart des pays du monde (en dehors de l'Argentine et des pays d'Afrique) vont poursuivre leur développement.

Le développement « soutenable » est donc nécessaire, souhaitable pour le progrès technique, la productivité et le développement des échanges. C'est à chacun de nous qu'il revient de s'engager dans le développement mais il faut un certain niveau de ressources et de formation pour prendre des décisions pour soi-même.